



EDITORIAL : JACQUES ROBIN – TEXTE INTEGRAL

octobre 2003

La Croissance. De quoi ?

Accélérer la croissance économique ! En conséquence travailler plus afin de consommer plus. Telle est la litanie permanente des actuels « Maîtres du monde ».

Les gouvernements y voient le seul remède au non-emploi, aux questions des retraites, de la Sécurité Sociale et de bien d'autres... Le G8 d'Evian clôt son communiqué final par un appel à la Croissance. Cette Croissance économique est fixée comme objectif de l'Union européenne par Jacques Chirac. Les pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud se mettent à la remorque de cet hymne tant vanté par l'occident.

Nos esprits marqués par trois siècles d'une « économie de marché » liée à la spéculation financière se contentent de constater la progression de ce type d'économie qui devient totalitaire. Après la main-mise sur la production agricole, les biens industriels et plus récemment les services, cette Croissance des richesses matérielles appuyée sur la concurrence, la compétitivité et les comportements hiérarchiques s'attaque aujourd'hui à la santé, à l'éducation, au sport, à l'art, à la culture, bref au plus intime de nous-même.

La maîtrise du « concept d'information » par les humains et l'émergence des technologies inédites qui en sont issues (informatique, robotique, télécommunications numérisées, biotechnologies et bientôt nanotechnologies) est utilisées sans vergogne sous les appellations de « troisième révolution industrielle » et de « capitalisme informationnel ». On détourne ainsi la signification des contenus et des spécificités des données « de l'information ». Le marché ne pouvant déjà s'autoréguler, il peut encore moins réguler une économie dans laquelle la mutation technique informationnelle installe d'autres particularités d'échange et de reproduction gratuite.

Il paraît ainsi incroyable que les soi-disant experts économistes ne s'interrogent pas sur le fait qu'aujourd'hui aux USA, au moment où ce pays retrouve une croissance de 4%, le taux de chômage augmente simultanément – et ce en dépit des évolutions du mode de calcul des taux -, et que 44 millions de citoyens soient dépourvus de toute couverture sociale !

Deux catastrophes sont préparées par cette confusion : l'une est l'aggravation de l'effet de serre avec déchaînements climatiques et pollutions globales ; l'autre est celle de la montée d'inégalités économiques et sociales sans précédent, du chômage de masse et de violences liées en grande partie à la pauvreté du plus grand nombre et aux conditions misérables d'un quart de l'humanité.

Le sursaut écologique a permis à Rio en 1992 de faire émerger la notion de « développement durable ». Mais depuis la rencontre de Johannesburg en 2002 cette notion a été abusivement déformée : au nom de la lutte contre la pauvreté, on propose une nouvelle marche vers la « Croissance économique » et l'emprise de l'économie capitaliste de marché. Par là-même, on met en place l'incapacité accentuée d'une durabilité des ressources naturelles et de leur généralisation.

Mais au fait quelle Croissance ? La croissance de quoi ? Celle dont il est question, c'est la croissance économique, la croissance des richesses matérielles mesurée par le PIB (Produit Intérieur Brut) baromètre quantitatif de la « richesse des nations ».

Cette croissance unidimensionnelle ne tient compte ni de la qualité de la vie, ni de la recherche du développement humain et de son épanouissement. Elle ignore les éléments d'une vie désirable pour retenir le seul niveau de consommation marchande.

Une nouvelle appréciation des richesses non marchandes devient aujourd'hui indispensable. Une perspective élargie des « besoins humains », de la qualité de la vie, se révèle nécessaire. Le développement émotionnel, intellectuel, relationnel, spirituel des humains est à mettre au premier rang.

Une alternative

Quelles sont les mesures indispensables pour réaliser une telle alternative ?

Avant tout substituer à l'économie capitalisme de marché « une économie plurielle » certes avec marché, mais avec aussi la co-existence d'autres logiques économiques au service des biens communs et des services publics, de l'économie sociale et solidaire, du revenu d'existence suffisant pour tous.

Pour y parvenir s'imposent l'emploi d'indicateurs qualitatifs, la refonte des comptabilités publiques, la mise en place d'une pluralité d'instruments d'échanges (en particulier de « monnaies plurielles »). L'accélération de la production et de la consommation de biens immatériels non marchands devient nécessaire, ainsi que la relance d'activités locales et d'économies drastiques d'énergie.

La recherche d'objectifs humains politiques et écologiques sont seuls susceptibles de nous faire retrouver les finalités humaines qui donnent sens à notre vie personnelle et sociale. Nous éviterions alors les catastrophes et le chaos dans lesquels nous précipite l'acharnement vers une Croissance économique sans limites.

Une décroissance sélective des richesses marchandes devient impérative à réguler en Occident. Bien entendu une telle décroissance sélective serait appliquée dans le même élan pour la démographie, la consommation (en particulier celle de l'automobile) et au nucléaire.

Pour parvenir à une telle alternative, il faudrait pratiquer un « réformisme radical » et non une simple réforme de droite ou de gauche.

JACQUES ROBIN